

La Chine à peine ébranlée

La crise économique a touché la totalité des pays engagés dans le commerce international. Tout d'abord, la croissance chinoise s'est ralentie, en 2008, pour atteindre 9 %, mais reste malgré tout au-dessus du seuil des 8 %, seuil à partir duquel la Chine peut créer suffisamment d'emplois pour absorber le flux entrant des migrants et des jeunes sur le marché du travail. Les dernières estimations de croissance pour la Chine, publiées par la Banque mondiale, font état d'un ralentissement plus accentué en 2009, avec 7.2 % de croissance<sup>1</sup>. Même si ces chiffres peuvent paraître élevés, il faut rappeler que la croissance chinoise a été en moyenne supérieure à 10 % par an durant les trois dernières décennies pour atteindre 12 % en 2007. Deux années consécutives de croissance inférieure à 8 % pourraient avoir de lourdes conséquences en Chine. En février 2009, le responsable gouvernemental chargé de la planification rurale, annonçait que 20 millions de ruraux migrants, les *mingong*, s'étaient retrouvés au chômage depuis le début de la crise<sup>2</sup>. En outre, la dépendance de la Chine vis-à-vis du commerce international (25 % de sa croissance) a déjà montré certains effets pervers. Les exportations connaissent une chute continue depuis novembre 2008 avec un glissement annuel de - 23 % en avril 2009<sup>3</sup>. Cette chute est à l'origine de nombreuses fermetures d'usines. Quelque 7 millions de jeunes diplômés seraient toujours à la recherche d'emplois, selon l'ambassade de France en Chine.

D'où l'intérêt de disposer d'un relais de croissance nouveau : la consommation domestique. Cependant, une large partie du plan de relance décidé au dernier trimestre 2008 (environ 450 milliards d'euros) privilégie l'investissement et le développement des infrastructures. Certes, cela permet de soutenir l'emploi et de faciliter les échanges, mais ne pousse pas les ménages chinois à consommer davantage. Ceux-ci épargnent principalement par peur de lendemains difficiles, ne bénéficiant ni de protection sociale ni d'un système d'éducation publique

Près de deux ans après les premiers signes de difficultés rencontrés par les banques (Northern Rock en septembre 2007), il convient de s'interroger sur les conséquences de la crise économique qui en a découlé et notamment sur son impact sur les équilibres géoéconomiques mondiaux. Les pays développés paraissent plus touchés que les pays émergents, au premier rang desquels figure la Chine, qui pourrait prochainement supplanter le Japon dans la hiérarchie des puissances économiques mondiales. Les taux de croissance économique soutenus des pays émergents, même durant la crise, présentent un contraste saisissant avec la situation des pays riches et jouent un rôle d'amortisseur de la crise à l'échelle de la planète. Il se pourrait même que les pays émergents jouent le rôle de moteur de la reprise, même si celui-ci devrait s'avérer insuffisant pour entraîner toutes les économies dans son sillage. La vision traditionnelle des pays du Nord finançant les pays du Sud est ébranlée et la crise pourrait accélérer le renversement de cette situation avec des pays émergents qui financeraient de plus en plus la dette des pays riches.

financée par l'Etat. Un développement économique porté par la consommation, ne semble pas d'actualité, même si cet impératif est inscrit au 11<sup>ème</sup> plan quinquennal 2005-2010. L'urgence semble être le maintien de l'emploi par le soutien des exportations. Au vu de la situation économique des principaux clients de la Chine, cette solution ressemble plutôt à un retour vers les recettes du passé, sans affronter les défis de l'avenir. Alors que la crise pouvait se présenter comme l'opportunité d'une nouvelle régulation économique chinoise, démontrant l'importance du risque encouru par un pays aussi dépendant des consommateurs occidentaux (les exportations représentent près de 40 % du PIB chinois<sup>4</sup>), les dirigeants chinois optent pour un *New Deal* centré sur l'offre plutôt que de développer la demande. Les réformes du droit du travail (comme la généralisation du contrat de travail), entamées en janvier 2008, ont été suspendues afin de réduire les contraintes sur les entreprises.

Cependant, des signes de décollage de la consommation se sont fait sentir dès le mois d'avril 2009. La production industrielle montre également des signes de reprise<sup>5</sup>. Si la croissance chinoise est moins impactée que prévu par la crise, en ne connaissant qu'une seule année inférieure à 8 %, il y a fort à parier que la classe politique ne se préoccupera guère de refonder son régime de croissance. La croissance accélérée de la Chine reprendra le pas sur toute forme de régulation, notamment sociale. La Chine sortira de cette crise à peine troublée, sans que les problèmes liés à sa faible demande intérieure et à l'excès d'investissement ne soient résolus.

Pour autant, la situation économique de la Chine reste satisfaisante pour les entreprises, en particulier dans la mode et le luxe. Ainsi, le groupe LVMH a connu une croissance à deux chiffres de ses ventes en Chine durant le troisième trimestre 2008, alors que la Chine connaissait déjà un ralentissement de son taux de croissance. L'Italien Ermenegildo Zegna se déclare satisfait de son implantation commerciale en Chine, avec 60 points de vente, ce qui est notable compte tenu de son positionnement élevé. Les enseignes du luxe, déjà

implantées en Chine, annoncent de nouvelles ouvertures de magasins, à l'instar d'Hermès qui prévoit trois nouvelles boutiques en Chine d'ici trois ans. Louis Vuitton vient d'annoncer l'ouverture de sa trentième boutique en Chine à Ningbo (5,5 millions d'habitants). Les perceptions semblent toujours prometteuses pour le luxe en Chine. Une récente étude de McKinsey prévoit même une hausse de 16 % par an du nombre des ménages à revenus élevés (supérieur à 65 000 € par an) pour atteindre les 4,4 millions en 2015 (ce qui situe la Chine au 4<sup>ème</sup> rang mondial)<sup>6</sup>. La Chine apparaît également attrayante pour des marques touchant un plus large public. Le chiffre d'affaires d'Etam a bondi de 55 % en Chine au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, alors qu'il était en baisse de 8 % en Europe. Etam réalise désormais 20 % de son chiffre d'affaires en Chine<sup>7</sup> avec plus de 2000 points de vente.

Les importations totales d'habillement de la Chine ont cependant affiché un recul de 11 % sur les six premiers mois de 2009 par rapport à la même période en 2008<sup>8</sup>. Un retournement de tendance est toutefois possible dès le second semestre 2009. Les exportations françaises ne semblent pas avoir particulièrement pâti de cette baisse, atteignant même leur niveau le plus haut en février 2009. La Chine a importé pour 1,6 milliards de dollars de textile-habillement en provenance de l'Union européenne (UE 27). La France a exporté pour près de 200 millions de dollars<sup>9</sup>. Cependant, le volume des exportations n'est pas significatif du volume de ventes réalisées par des entreprises européennes sur le sol chinois, une grande partie étant produite directement sur place.

#### L'Inde plus en retrait

L'Inde n'a pas été épargnée par la crise. Toutefois, la situation dans laquelle ce pays se trouvait lors du déclenchement de la crise est bien différente de celle de la Chine. La croissance moyenne a été de 4,9 % par an au cours des 30 dernières années. Depuis le début des années 2000, la croissance s'est accélérée, pour atteindre 9 % en 2007. Les dépenses de consommation des ménages se sont elles aussi accrues, pour tripler en 7 ans. L'économie

indienne est dominée par les services (54 % du PIB en 2008) et ses exportations ne représentent que 15 % du PIB (40 % pour la Chine). Dès lors, la baisse du commerce mondial a eu mécaniquement moins d'effets sur l'Inde que sur la Chine. Pour autant, le textile-habillement indien, deuxième secteur du pays en termes d'emplois (après l'agriculture) devrait perdre de 500 000 à 1 million d'emplois en 2008-2009. Le textile-habillement indien privilégie une stratégie de faibles coûts de main-d'œuvre mais à ce jeu, ses concurrents bangladais et vietnamiens se montrent plus compétitifs avec des coûts bien plus faibles<sup>10</sup>.

2009 aura été l'année des élections législatives en Inde. La réduction de la pauvreté et la lutte contre la corruption en ont été les principaux thèmes, signes de la volonté d'accroître le niveau de vie du pays. Ces élections font de l'Inde la première démocratie du monde avec 714 millions d'électeurs et ne se sont pas traduites par des ruptures : le Parti du Congrès a été reconduit au pouvoir. Le gouvernement prône un développement équilibré du tissu industriel du pays. La croissance de l'Inde apparaît moins *effrénée* que celle de la Chine. Une augmentation plus lente des richesses en est la principale conséquence, mais est source de stabilité. L'Inde n'offre pas encore un marché intérieur suffisant pour être très attractive aux yeux des entreprises étrangères. L'enseigne de grande distribution Wal-Mart entame à peine son implantation à l'été 2009. A l'image de la Chine, l'Inde devrait traverser la crise sans trop de dommages, avec une croissance qui se maintiendrait au-delà des 5 %.

La Chine et l'Inde offrent des débouchés encore limités dans la mode et l'habillement. Le marché chinois s'élève à 70 milliards d'euros en 2008, soit 55 euros par habitant. Celui de l'Inde est encore plus faible avec 25 milliards d'euros et 22 euros par habitant<sup>11</sup>.

Toutefois, des différences plus significatives apparaissent dans l'organisation de la distribution. La Chine offre des circuits de distribution organisés, dominés par des groupes mondiaux (Wal-Mart, Carrefour). Les *concept stores* et les *flagship stores* fleurissent dans les grandes villes et pas seulement à Shanghai et à Pékin. L'Inde, quant à elle, reste dominée par des cir-

cuits traditionnels, tels que les marchés et les petites boutiques. Les enseignes d'habillement, essentiellement de luxe, se sont jusqu'à présent cantonnées aux grands hôtels. Des centres commerciaux commencent à ouvrir leurs portes avec des enseignes internationales (Dior, Louis Vuitton, Givenchy, Lacoste...).

#### Le Brésil ou une certaine solidité

La situation du Brésil est originale. L'économie brésilienne a connu une période de très forte croissance, supérieure à 10 % par an, entre 1968 et 1980. S'en suit alors une période agitée où récessions et embellies alternent jusqu'en 1992. La croissance se stabilise ensuite autour de 3 % par an. L'attrait récent du Brésil s'explique en partie par l'explosion des dépenses de consommation des ménages depuis 2002, qui ont presque triplé en cinq ans pour représenter 61 % du PIB en 2008<sup>12</sup>. Cette évolution coïncide avec l'assainissement des comptes publics et l'arrivée de Lula à la Présidence de la République, faisant ainsi de la consommation le principal moteur économique du pays. Les exportations ne représentent, quant à elles, que 12 %<sup>13</sup> du PIB brésilien. Par ailleurs, les inégalités de revenus, à leur plus haut niveau en 1989, se réduisent graduellement, même si elles restent à un niveau élevé : 58 % des revenus sont détenus en 2007 par les 20 % les plus riches, contre 67 % en 1989 (en France, 40 % des revenus sont détenus par les 20 % les plus riches)<sup>14</sup>.

La crise a touché le Brésil de différentes manières. D'abord, les banques étaient relativement exposées aux « actifs toxiques » ce qui a conduit à une raréfaction du crédit, entraînant une contraction de la consommation intérieure. Ensuite, la baisse des cours des matières premières agricoles et minières a dégradé la balance commerciale brésilienne. Enfin, la baisse des exportations, liée à la chute du commerce mondial, a accentué la dégradation du solde extérieur. Des plans de relance ont été entrepris dès l'automne 2008, mais il semblerait que le Brésil n'échappe pas à la récession en 2009 ; les dernières prévisions de l'OCDE prévoient une chute de 0,8 % du PIB.

Cependant, la reprise en 2010 devrait être l'une des plus soutenues de la planète, tout

comme pour la Chine et l'Inde. Le Brésil a entamé la refondation de son système économique. La crise vient juste freiner l'essor d'une consommation de masse qui ne devrait cependant pas tarder à renouer avec la croissance.

Le Brésil présente aujourd'hui une meilleure situation que celle de l'Inde et de la Chine en termes de budget par habitant pour les dépenses de mode qui s'élèvent à 22 milliards d'euros, soit une dépense par habitant de 118 euros par an<sup>15</sup>. Evidemment, seule une faible proportion de la population de ces pays est aujourd'hui en mesure de dépenser des sommes conséquentes dans la mode, mais le développement rapide des dernières années est de bon augure pour l'avenir.

Aussi, la crise économique, par son ampleur différente selon qu'il s'agit des pays développés ou des grands pays émergents, contribue-t-elle à redessiner la configuration géoéconomique du monde et le rôle des différents blocs.

### Vers de nouveaux équilibres géoéconomiques

#### 9 milliards d'individus en 2050

Selon les démographes, la population mondiale devrait atteindre 9 milliards d'ici à 2050<sup>16</sup>. Cependant, cet accroissement sera inégal selon les pays. Le Japon et l'Europe devraient voir leurs populations diminuer alors que celles des pays émergents devraient fortement augmenter, pour devenir largement majoritaires avec 7.9 milliards d'habitants en 2009. Parallèlement à cet accroissement, c'est le vieillissement des populations des pays riches qui sera le phénomène le plus marquant. Le vieillissement pose déjà le problème du financement des retraites et du niveau de dépendance des inactifs vis-à-vis des actifs. La situation démographique que connaîtront les pays riches se trouvera à l'opposé de celle des pays émergents, dont les populations seront plus jeunes en 2050 que celles des pays riches aujourd'hui, même si elles n'échapperont pas au vieillissement. Les pays vieillissants auront de plus en plus besoin de capitaux étrangers afin de financer leurs retraites au fur et à mesure que la part des inactifs augmentera par rapport à celle des actifs. Les pays jeunes

disposeront de ces capitaux et ils pourraient devenir davantage créanciers des pays riches<sup>17</sup>. La Chine est déjà à l'heure actuelle un des principaux acheteurs de bons du trésor américain.

#### L'hyper puissance américaine secouée

L'affaiblissement de la puissance économique américaine est enclenché. Le mode de croissance proposé par les Etats-Unis, fondé sur des déséquilibres financiers insoutenables, semble être ébranlé. La situation en Amérique Latine est d'ailleurs symptomatique. Les pays d'Amérique du Sud ont longtemps été des débouchés pour les Etats-Unis. Depuis quelques années, les exportations chinoises et brésiliennes sont venues concurrencer celles des Etats-Unis. Ainsi, en 2000, 25 % des importations de l'Argentine provenaient du Brésil, 19 % des Etats-Unis et 6 % de Chine. En 2007, le Brésil représente désormais 33 % du total, et la Chine fait jeu égal avec les Etats-Unis (12 %).

#### La difficile naissance d'une nouvelle gouvernance économique mondiale

Les *grands événements* de la gouvernance mondiale sont les réunions du G20. Il faut rappeler que le G20 existe depuis 1999 et qu'il s'était réuni dix fois avant la fameuse réunion de novembre 2008 à Washington, puis celle de Londres le 2 avril 2009, suivie par celle de Pittsburgh en septembre de la même année. Le sommet de Londres s'annonçait comme l'événement qui permettrait, grâce à la participation de 16 des 20 pays les plus riches (plus l'Union européenne, l'Argentine, l'Arabie Saoudite et l'Afrique du Sud), d'agir face à la crise. Le poids grandissant des pays émergents dans l'économie mondiale a imposé le G20 comme le *forum* légitime pour traiter des enjeux économiques et financiers de la planète. En effet, le G8 ne représente que 13 % de la population mondiale et 58 % du PIB mondial. Le G8 a toujours été contesté car trop occidental. Le G20 quant à lui représente les deux tiers de la population mondiale et 90 % du PIB. Le texte final du sommet de Londres montre que les promesses de refondations du capitalisme actuel se diluent plutôt dans des mesures visant à éviter les excès, liés à certains comportements de la sphère financière. Le

caractère systémique de cette crise, liée aux modes de fonctionnement de la finance globale, est occulté par le besoin d'afficher un consensus lors de telles réunions. Malgré la présence lors de ce sommet de la Chine, de l'Inde et du Brésil, les conclusions apparaissent comme renforçant les institutions internationales issues des pays développés d'Occident (FMI, Banque mondiale). La proposition chinoise d'établir une monnaie de référence autre que le dollar, enclin à de fortes variations et risquant de déprécier leurs actifs, n'a finalement pas fait l'objet de débat.

Un autre événement significatif est la réunion d'un *G192*, sous l'égide de l'ONU sur le thème de la crise économique. Cette conférence, qui s'est tenue en juin 2009, reposait sur un rapport du prix Nobel d'économie, J. Stiglitz et réunissait 192 pays. Les conclusions insistent sur les risques humains et sociaux de cette crise, décrite comme la plus grave depuis la seconde guerre mondiale, qui sera à l'origine du dépassement du seuil du milliard d'habitants sous-alimentés sur la planète. Le caractère systémique de la crise est ici avancé, on y parle de problèmes réglementaires, de risques sous-évalués, des politiques macro-économiques incohérentes, de lacunes graves dans la surveillance et le contrôle du secteur financier et d'une *surconsommation* liée à l'abondance du crédit. Cependant, les actions proposées apparaissent faibles face à l'ampleur précédemment décrite de la crise : restaurer la confiance dans le système financier, relancer la croissance, créer le plein-emploi, offrir de l'aide aux pays en développement et renforcer le rôle des Nations Unies. Ces conclusions, reprenant en partie les idées du G20, s'apparentent à des énoncés de généralités plutôt qu'à des renouveaux.

Qu'il s'agisse d'un sommet représentant 90 % du PIB de la planète ou d'un sommet réunissant 192 pays, les conclusions et les préconisations demeurent encore vagues. Le consensus dans de telles assemblées d'acteurs aux intérêts divergents s'établit généralement sur la base du plus petit dénominateur commun. Les diagnostics sont certes partagés, mais les décisions sont partielles et sans contenu réel. Souvent, les initiatives régionales

ou bilatérales permettent de mieux avancer. Par exemple, la Chine et le Brésil ont annoncé que leurs échanges commerciaux se feront désormais dans leurs monnaies locales. Une manière pour la Chine de se dégager de la contrainte du dollar. L'Inde vient également d'annoncer la signature d'un accord de libre-échange avec la Corée du Sud et un autre avec l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est). La Chine apparaît finalement comme la puissance qui émergera fortement renforcée par la crise, comme le montre le « G2 », sommet sino-américain qui s'est tenu en juillet 2009 et où Barack Obama, a déclaré : « *Les relations entre les Etats-Unis et la Chine façonneront le XXI<sup>e</sup> siècle* ». Si l'Inde prend pied sur la scène mondiale c'est avec moins de force que la Chine.

Une crise surgit toujours au mauvais moment mais celle-ci dévoile des évolutions profondes, notamment sur les nouveaux équilibres géopolitiques de la planète. Les pays riches, au cœur d'une transformation démographique majeure, sont affaiblis par cette crise alors que les pays émergents, bénéficiant d'une démographie avantageuse, semblent à peine secoués. Les pays émergents vont davantage s'affirmer dans l'économie mondiale. Seront-ils en mesure d'apporter des changements substantiels au système capitaliste mondial ? Sont-ils d'accord entre eux sur le contenu des réformes à réaliser ? A court-terme, le phénomène plus significatif se situe dans le relais de croissance qu'offrent les marchés étrangers pour les entreprises. Pour la mode et l'habillement, le Brésil semble être aujourd'hui le marché le plus mature, même si les droits de douanes (35 % pour le vêtement) et les barrières non tarifaires (procédures de dédouanement complexes, obligation de licences d'importations...) sont encore contraignants. Le revenu par habitant est près de trois fois plus élevé au Brésil qu'en Chine et les consommateurs brésiliens dépensent en vêtements également trois fois plus que les chinois. Cependant, sur le long terme, le potentiel de ce marché semble bien plus faible que celui de la Chine ou de l'Inde. La Chine offre déjà le marché le plus important en valeur et celui-ci devrait continuer de croître

rapidement au cours des prochaines années. Le marché indien s'ouvre avec retard et demande encore plusieurs années pour offrir plus d'opportunités commerciales.

Mehdi Tritar

Economiste Observatoire Economique, IFM

1. *China Quaterly Report*, juin 2009, Banque mondiale.
2. Le chiffre de 40 millions de chômeurs parmi les *mingong* est même avancé par certaines sources locales.
3. Administration Générale des Douanes chinoises.
4. Chiffres issus de l'*International Comparison Program* de la Banque mondiale.
5. François Faure, *Pays émergents. Une reprise encore fragile*, BNP Paribas, juillet-août 2009.
6. McKinsey&Company, *The Coming of Age. China's New Class of Wealthy Consumers*, 2009.
7. Rapport d'activité du Groupe Etam 2008.
8. Global Trade Atlas, traitement IFM.
9. Eurostat, traitement IFM.
10. Etude Werner sur les salaires horaires moyens dans le textile.
11. Chiffres issus de l'*International Comparison Program* de la Banque mondiale, traitement IFM.
12. Chiffres issus de l'*International Comparison Program* de la Banque mondiale.
13. CIA World factbook.
14. Chiffres issus de l'*International Comparison Program* de la Banque mondiale.
15. Chiffres issus de l'*International Comparison Program* de la Banque mondiale, traitement IFM.
16. Calculs de l'ONU.
17. Bertrand Jacquillat, *La Guerre des générations*, Cercle des économistes, Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, 2009.